



Le 8 février 2010

L'honorable James M. Flaherty
Ministre des Finances
Ministère des Finances
140, rue O'Connor
Ottawa (Ontario) K1A 0G5

Objet : Recommandations prébudgétaires

Monsieur le Ministre,

Au nom de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, permettez-moi de vous faire part des recommandations que nous formulons en vue de l'élaboration du prochain budget du gouvernement du Canada.

La récession mondiale a inévitablement eu des répercussions sur l'économie et les finances publiques du Canada. Néanmoins, grâce entre autres au plan de relance du gouvernement et aux efforts au niveau provincial, à un système bancaire solide et à une économie diversifiée, le Canada semble avoir été relativement moins touché par la crise que la moyenne des pays du G7. La résilience de la grande majorité de nos entreprises explique aussi la robustesse relative de notre économie.

Maintenant que le pire est derrière nous et que l'économie canadienne a enfin renoué avec la croissance, il faut établir un plan clair et réaliste de retour à l'équilibre budgétaire. Bien entendu, puisque la croissance du PIB est encore fragile, nous préconisons un retour graduel à l'équilibre budgétaire. Autrement dit, nous croyons que le gouvernement doit maintenir certaines mesures de stimulation jusqu'à ce que la croissance se confirme et prenne davantage de vigueur.

Par ailleurs, nous sommes d'avis que le gouvernement du Canada doit prendre en considération les défis que le pays devra affronter durant les prochaines années, notamment en matière de vieillissement de la population et de productivité. Alors que s'amorce un exercice majeur de contrôle et de réduction des dépenses, le gouvernement doit aussi maintenir les mesures qui contribuent à rendre notre économie plus compétitive afin d'assurer une croissance à long terme plus solide et des finances publiques plus saines.

Les recommandations de la Chambre s'articulent donc autour de trois orientations majeures :

- 1. Maintenir à court terme les investissements publics stratégiques en infrastructure.**
- 2. Préparer un retour graduel à l'équilibre budgétaire et rationaliser les dépenses.**
- 3. Assurer en priorité les mesures qui soutiennent la productivité et la compétitivité de l'économie canadienne dans une perspective de croissance à long terme.**

1^{re} orientation : Maintenir à court terme les investissements publics stratégiques en infrastructure.

Le Canada a certes renoué avec la croissance au troisième trimestre de 2009. Néanmoins, cette remontée est encore fragile et les performances du marché de l'emploi demeurent faibles. Ainsi, à court terme, il faut soutenir la reprise. Pour ce faire, le gouvernement du Canada doit poursuivre les investissements jugés prioritaires et stratégiques tout en préparant un retour graduel à l'équilibre budgétaire.

Nous recommandons la poursuite de la mise en œuvre accélérée des investissements publics en infrastructure. Nous accordons une place prioritaire à ces investissements avant tout parce qu'ils répondent à un besoin réel de renouvellement et de modernisation des infrastructures; l'état des infrastructures souterraines de Montréal illustre bien les besoins criants de tels investissements. De plus, ces investissements agiront à court terme comme stimulants de l'activité économique et de l'embauche et amélioreront à plus long terme la compétitivité de l'économie.

De plus, comme les six plus grandes agglomérations urbaines du Canada représentent plus de 40 % du PIB du pays, il faut veiller en priorité à leur développement économique.

Dans le cas de Montréal, nous recommandons la réalisation dans les plus brefs délais de quatre projets prioritaires pour lesquels le gouvernement du Canada joue un rôle crucial de catalyseur :

- **La prochaine phase de mise en valeur du Vieux-Port de Montréal doit être amorcée au plus vite.** Ce site est l'un des lieux touristiques les plus fréquentés au Canada et l'un des joyaux de Montréal. Ainsi, amorcer le développement de ce projet, qui relève de la responsabilité du gouvernement fédéral, serait une excellente occasion de contribuer concrètement à accroître davantage l'attrait de Montréal.
- **Le démarrage du projet de construction de la navette ferroviaire reliant l'aéroport Montréal-Trudeau et le centre-ville doit s'effectuer sans attendre.** Une fois le tracé optimal retenu, l'enclenchement des travaux ne devrait pas être retardé. Dans un contexte de mondialisation et de forte concurrence, faciliter un accès rapide, régulier et fiable à l'aéroport est tout simplement incontournable. Comme il le fait ailleurs au pays, le gouvernement canadien doit jouer un rôle de premier plan dans ce dossier.
- Des études sur les travaux **à effectuer sur le pont Champlain doivent également être lancées sans plus tarder.** Le remplacement ou la réfection du pont le plus achalandé au Canada doit faire l'objet d'une planification et d'une évaluation détaillée dans les plus brefs délais et en tenant compte des efforts visant à augmenter l'utilisation du transport en commun. Montréal doit pouvoir planifier l'évolution et l'éventuel remplacement de cet axe capital du réseau routier.
- Le gouvernement canadien doit **soutenir le développement de l'expertise montréalaise dans le domaine des sciences de la vie** en participant financièrement à la réalisation de projets de développement de pôles économiques autour des centres de recherche associés aux futurs centres hospitaliers universitaires.

2^e orientation : Préparer un retour graduel à l'équilibre budgétaire et rationaliser les dépenses.

L'assainissement des finances publiques est nécessaire pour la vitalité économique du Canada à long terme. Le gouvernement fédéral doit présenter un échéancier réaliste de retour à l'équilibre budgétaire. C'est un exercice qui sera difficile, mais qui demeure absolument nécessaire.

Le Canada devra planifier le retour à l'équilibre budgétaire dans un contexte où la croissance est encore fragile et où la population vieillissante exercera des pressions à la hausse sur les dépenses publiques et à la baisse sur les recettes fiscales. Dans la mesure où les provinces devront elles aussi assainir leurs finances publiques et qu'elles verront sûrement leurs dépenses en soins de santé augmenter dans les prochaines années, la Chambre considère qu'il faudrait maintenir prioritairement les transferts aux provinces.

Par ailleurs, la croissance anticipée ne sera probablement pas suffisante pour atteindre l'équilibre budgétaire, ce qui risque d'enclencher le cercle vicieux des déficits structurels. Toutefois, et il est très important de le souligner, le rétablissement des finances publiques ne doit pas décourager la création de richesse. Autrement dit, le gouvernement doit veiller à ce que le cadre fiscal demeure propice à la compétitivité des entreprises et donc favorable à la croissance.

La Chambre estime donc que le gouvernement devra :

- **Rééquilibrer ses finances sans augmenter le fardeau fiscal.** Augmenter le fardeau fiscal nuirait à la compétitivité de nos entreprises et pourrait décourager la création de richesse à un moment où les entreprises sont encore fragiles. Ainsi, hausser le taux d'imposition risquerait d'avoir des conséquences encore plus néfastes sur le secteur privé et donc de compromettre la croissance future. La Chambre considère donc que le gouvernement fédéral ne doit pas financer son déficit par une augmentation du fardeau fiscal à moins qu'il ne s'agisse d'une indexation à l'inflation.
- **Mettre fin aux mesures temporaires de stimulation économique qu'il a mises en place selon l'échéancier prévu lors de leur instauration, en s'assurant toutefois que la reprise soit solidement enclenchée.** Les mesures de relance du gouvernement fédéral ont été mises en place pour minimiser l'impact de la récession sur notre économie. Maintenant que le pays a renoué avec la croissance, il faudrait graduellement mettre un terme aux mesures de stimulation.
- **Effectuer une révision et une rationalisation approfondies des dépenses publiques.** L'objectif d'un tel exercice est de faire un examen de toutes les dépenses en déterminant celles qui sont optimales et celles qui sont à comprimer. Pour ce faire, le gouvernement devra augmenter la productivité de ses services et évaluer les économies possibles au sein de ses programmes. **Dans cette optique, réduire la croissance des dépenses de l'État est incontournable.** Toutefois, ayant toujours à cœur la compétitivité de notre économie, le gouvernement devrait accorder une attention particulière à nos secteurs porteurs tels que l'aérospatiale, les sciences de la vie ainsi que les technologies de l'information et des communications. Ce sont des secteurs stratégiques pour l'avenir du Canada, et il importe de maintenir le soutien gouvernemental à leur égard.

3^e orientation : Assurer en priorité les mesures qui soutiennent la productivité et la compétitivité de l'économie canadienne dans une perspective de croissance à long terme

Nous savons tous que la croissance économique future dépendra davantage de l'amélioration de notre productivité que de la croissance de la population active. Le Canada devra inévitablement augmenter sa productivité afin d'assurer une croissance économique solide à long terme et des finances publiques saines. Ainsi, dans un contexte où le gouvernement fédéral devra réduire ses dépenses, nous recommandons de maintenir les mesures et les efforts visant à accroître la productivité et la compétitivité de nos entreprises, à savoir :

- **Soutenir l'investissement dans le capital humain.** Le vieillissement de la population appréhendé ainsi que le retard qu'accuse le Canada sur le plan de la productivité du travail par rapport à son voisin du Sud nous incitent à accorder une place prioritaire à l'amélioration de la productivité du capital humain. Le gouvernement devrait poursuivre les mesures visant à améliorer le rendement de notre capital humain telles que la lutte contre le décrochage scolaire et le soutien à la formation continue. De plus, nous recommandons de maintenir les mesures visant à soutenir l'immigration des travailleurs qualifiés, leur intégration au marché du travail et leur rétention au Canada. En effet, investir dans l'intégration des immigrants permettrait d'améliorer la productivité des travailleurs venus de l'étranger et ainsi d'augmenter leur contribution à notre économie.
- **Maintenir les mesures de soutien à la recherche et à l'innovation.** Dans un contexte où la devise canadienne risque de se maintenir à une quasi-parité avec le dollar américain, il est impératif d'accroître la productivité de nos entreprises. La Chambre considère que l'une des meilleures stratégies pour y arriver est de maintenir les investissements en recherche et innovation, et ce, tant pour les secteurs de pointe que pour les secteurs traditionnels. Plus spécifiquement, nous recommandons que le gouvernement fédéral accorde une attention particulière à l'industrie forestière. En effet, cette industrie névralgique pour le Québec – dont plusieurs régions de la province dépendent – qui employait directement en 2008 environ 60 000 Québécois en plus de générer quelque 130 000 autres emplois indirects, connaît d'importantes difficultés. Cette industrie est donc vitale pour l'économie du Québec, et il importe de maintenir l'appui gouvernemental à son endroit. Nous préconisons d'appuyer fortement les projets visant à accroître l'intégration du bois dans les matériaux et procédés de fabrication.

Par ailleurs, les mesures ayant pour objet de soutenir les collaborations internationales sont également importantes. Les cycles de vie de plus en plus courts des produits, conjugués à une forte concurrence mondiale, doivent nous inciter à développer des partenariats internationaux, non seulement pour accroître notre rayonnement à l'international, mais aussi pour nous tenir informés des nouvelles recherches et innovations de calibre international et, par le fait même, pour bénéficier de ces retombées. À cet effet, la Chambre réitère l'importance d'inclure les enjeux de recherche et la mobilité des cerveaux au nombre des sujets devant faire partie des négociations d'un traité de libre-échange avec l'Europe.

- **Maintenir les efforts en vue de soutenir les entreprises canadiennes sur les marchés internationaux.** Le Canada est une nation commerçante dont les exportations représentent environ 35 % du PIB. Dans un contexte de forte intégration commerciale et de concurrence accrue, la performance économique d'un pays dépend également de sa compétitivité sur la scène internationale. Or, l'intensification de la concurrence internationale, notamment celle des pays émergents à faibles coûts de production, conjuguée à l'appréciation du dollar canadien, pourrait avoir des répercussions négatives sur la position concurrentielle de nos entreprises. Notons qu'environ 98 % des entreprises canadiennes sont des petites entreprises (qui emploient moins de 100 personnes) qui ont généralement un grand besoin de financement, en particulier lorsqu'il s'agit d'aller sur des marchés émergents présentant un risque plus élevé. Encourager les PME à diversifier leurs marchés constitue donc un choix stratégique pour améliorer la compétitivité du Canada à l'étranger. **C'est pourquoi le gouvernement doit maintenir les initiatives en vue de soutenir et d'accompagner les PME dans l'exportation ainsi que faciliter leur accès au financement.** Il doit également veiller à ce que l'environnement économique des entreprises demeure propice à la compétitivité et aux échanges internationaux. C'est ainsi que nous recommandons à Ottawa de poursuivre sa politique commerciale et d'accroître les accords de libre-échange. Ces derniers permettent en fait de faciliter les échanges entre le Canada et le reste du monde et de rendre nos entreprises plus compétitives.

En définitive, nous sommes conscients que le gouvernement du Canada devra équilibrer ses finances dans un contexte de croissance économique encore fragile et dans une perspective de vieillissement de la population. Néanmoins, nous soutenons que le gouvernement doit rééquilibrer son budget en se préoccupant davantage de maintenir la croissance économique et d'augmenter la compétitivité de notre économie. L'augmentation de notre productivité est la condition la plus essentielle pour assurer une meilleure croissance à long terme et des finances publiques saines.

Vous assurant de l'entière collaboration de la Chambre au développement économique du Canada, je vous prie de recevoir, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

Le président et chef de la direction,



Michel Leblanc